



CHAMBRE DES REPRESENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE
SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES
NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS, DE
NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND
EN DE LANDBOUW

Mercredi

06-06-2012

Après-midi

Woensdag

06-06-2012

Namiddag

N-VA	<i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
PS	<i>Parti Socialiste</i>
CD&V	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
MR	<i>Mouvement réformateur</i>
sp.a	<i>socialistische partij anders</i>
Ecolo-Groen	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
Open Vld	<i>Open Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VB	<i>Vlaams Belang</i>
cdH	<i>centre démocrate Humaniste</i>
FDF	<i>Fédéralistes démocrates francophones</i>
LDD	<i>Lijst Dedecker</i>
MLD	<i>Mouvement pour la Liberté et la Démocratie</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>	
DOC 53 0000/000	<i>Document parlementaire de la 53^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>	DOC 53 0000/000	<i>Parlementair stuk van de 53^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>	QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
CRIV	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)</i>	CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>
CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>	CRABV	<i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>
CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>	CRIV	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)</i>
PLEN	<i>Séance plénière</i>	PLEN	<i>Plenum</i>
COM	<i>Réunion de commission</i>	COM	<i>Commissievergadering</i>
MOT	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>	MOT	<i>Moties tot besluit van interpellaties (op beigeleurig papier)</i>

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes :</i>	<i>Bestellingen :</i>
<i>Place de la Nation 2</i>	<i>Natieplein 2</i>
<i>1008 Bruxelles</i>	<i>1008 Brussel</i>
<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.lachambre.be</i>	<i>www.dekamer.be</i>
<i>e-mail : publications@lachambre.be</i>	<i>e-mail : publicaties@dekamer.be</i>

SOMMAIRE

Question de Mme Isabelle Emmery à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "la simplification administrative pour les indépendants et les PME" (n° 12095)

Orateurs: **Isabelle Emmery, Sabine Laruelle**, ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture

Question de Mme Ann Vanheste à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "l'indemnité compensatoire de pertes de revenus" (n° 11902)

Orateurs: **Ann Vanheste, Sabine Laruelle**, ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture

Question de Mme Nadia Sminate à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "la suspension du paiement des allocations sociales pendant la période d'incarcération de l'ayant droit indépendant" (n° 11338)

Orateurs: **Nadia Sminate, Sabine Laruelle**, ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture

INHOUD

Vraag van mevrouw Isabelle Emmery aan de minister van Middenstand, Kmo's, Zelfstandigen en Landbouw over "de administratieve vereenvoudiging voor zelfstandigen en kmo's" (nr. 12095)

Sprekers: **Isabelle Emmery, Sabine Laruelle**, minister van Middenstand, Kmo's, Zelfstandigen en Landbouw

Vraag van mevrouw Ann Vanheste aan de minister van Middenstand, Kmo's, Zelfstandigen en Landbouw over "de inkomenscompensatievergoeding" (nr. 11902)

Sprekers: **Ann Vanheste, Sabine Laruelle**, minister van Middenstand, Kmo's, Zelfstandigen en Landbouw

Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de minister van Middenstand, Kmo's, Zelfstandigen en Landbouw over "de schorsing van de uitbetaling van sociale uitkeringen tijdens de periode dat de zelfstandige gerechtigde in de gevangenis verblijft" (nr. 11338)

Sprekers: **Nadia Sminate, Sabine Laruelle**, minister van Middenstand, Kmo's, Zelfstandigen en Landbouw

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MERCREDI 6 JUNI 2012

WOENSDAG 6 JUNI 2012

Après-midi

Namiddag

De vergadering wordt geopend om 14.18 uur en voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.
La séance est ouverte à 14.18 heures et présidée par Mme Liesbeth Van der Auwera.

Sabine Laruelle, ministre: Madame la présidente, compte tenu des absences, si je comprends bien les questions n° 11886 de M. Van Eetvelde, n° 11982 de M. Logghe et n° 11409 de Mme Galant sont reportées. Les questions n° 11730 de Mme Fernandez et n° 11941 de Mme Muylle sont transformées en questions écrites.

Avez-vous bien reçu les deux réponses écrites? Si vous le souhaitez, elles peuvent vous être envoyées par e-mail.

Le **secrétaire de commission**: Nos services se consulteront pour obtenir aussi la réponse électronique.

Sabine Laruelle, ministre: Nous attendons donc de vos nouvelles.

01 Question de Mme Isabelle Emmery à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "la simplification administrative pour les indépendants et les PME" (n° 12095)

01 Vraag van mevrouw Isabelle Emmery aan de minister van Middenstand, Kmo's, Zelfstandigen en Landbouw over "de administratieve vereenvoudiging voor zelfstandigen en kmo's" (nr. 12095)

01.01 **Isabelle Emmery** (PS): Madame la présidente, madame la ministre, la complexité et la lourdeur des démarches administratives sont toujours définies, par le secteur, comme un frein à l'entrepreneuriat.

Dans votre note de politique générale, l'une de vos priorités était d'aller dans le sens d'une simplification avec pour objectif ambitieux, à l'horizon 2014, d'une réduction de 30 % des charges administratives pesant sur les entreprises afin d'aller plus loin encore que les ambitions européennes en la matière.

Il s'agit, globalement, comme on le retrouve dans le programme national de réforme, de la transposition des préceptes européens en

01.01 **Isabelle Emmery** (PS): De kmo's klagen over het feit dat er alsmaar meer administratieve maatregelen bij komen en dat deze steeds ingewikkelder worden. In uw beleidsnota staat te lezen dat u die lasten op de bedrijfswereld tegen 2014 met 30 procent wil verminderen. Uw ambities reiken dus verder dan de Europese. U zal meer bepaald uitvoering geven aan de dienstenrichtlijn. Daartoe zal het

la matière et, notamment, de la mise en œuvre effective de la directive Services.

Vos propositions visent un renforcement des guichets uniques, des missions, de la qualité des services fournis aux entrepreneurs, mais aussi la généralisation du principe du "*only once*" ou la mise en œuvre d'un "test PME" qui imposerait au législateur d'évaluer l'impact de ses mesures sur les PME avant de les adopter.

Votre collègue, le ministre Olivier Chastel, a récemment participé aux Assises de la simplification administrative à l'UCM. L'objectif de cette journée était de proposer au gouvernement fédéral des recommandations concrètes pour rendre plus aisé le quotidien des indépendants et des PME. À cette occasion, il a présenté le Plan d'action fédéral de Simplification administrative (PAFSA). Il s'agit, en fait, d'un plan très général. Il serait donc opportun d'aller plus dans le détail pour ce qui concerne le secteur.

Il y a quelques semaines se déroulait la Semaine du Microcrédit. Ce sont les conclusions de cette semaine qui m'ont poussée à vous interroger aujourd'hui. En effet, le but de cet événement était d'attirer l'attention du grand public sur les microcrédits, forme intéressante de financement pour favoriser l'esprit d'entreprendre et lutter contre la pauvreté et le chômage. Selon les conclusions de cette semaine, il faut travailler à un meilleur accompagnement en matière administrative. En effet, de manière générale, les PME dénoncent une constante augmentation des charges administratives et leur complexité. Selon eux, on parle beaucoup de simplification, mais aucune information n'est donnée quant à sa mise en œuvre.

Madame la ministre, qu'en est-il de la priorité donnée, dans votre note de politique générale, aux PME et aux indépendants?

En ce qui concerne la collaboration avec les entités fédérées, ces dernières mettent en place des plans stratégiques de leur côté. Quelles méthodes de collaboration envisagez-vous? Enfin, quel est le délai prévu pour la mise en œuvre de la simplification?

01.02 Sabine Laruelle, ministre: Madame la présidente, madame Emmerly, vous soulevez un point très important. Le gouvernement a souhaité viser un objectif plus ambitieux que ce que l'Europe préconisait. Elle préconisait 25 %, nous en sommes à 30 %. Mon collègue Olivier Chastel a déposé un plan au gouvernement et j'ai moi-même proposé un plan PME au gouvernement en lien et en concertation avec le premier ministre. Nous avons souhaité que ce plan PME fasse partie intégrante du plan de relance pour ne pas bousculer les communications.

En ce qui concerne votre dernière question sur le timing, le plan de réforme et le plan PME seront donc approuvés en même temps, fin juin ou début juillet. Mon plan PME était prêt mais, comme l'a proposé le premier ministre, il était plus logique de coordonner les deux afin d'avoir une vision plus claire.

Ce plan PME comprendra plusieurs axes, dont un relatif à la simplification administrative, avec des propositions très concrètes. Ces propositions rencontrent très largement celles de l'UCM, avec le principe du "*only once*". Je prends toujours l'exemple de l'agrément

takenpakket van de eenheidsloketten worden uitgebreid en zal de kwaliteit van de geleverde diensten worden verbeterd. Voorts zal het *only once*-beginsel algemeen worden toegepast en zal de wetgever de impact van voorgestelde maatregelen op de kmo's moeten beoordelen. Tijdens de Assisen van de administratieve vereenvoudiging, een brainstormdag op initiatief van de Union des Classes Moyennes (UCM), heeft minister Chastel overigens het Federaal Actieplan Administratieve Vereenvoudiging (FAAV) voorgesteld. Ook in de conclusies van de Week van het Microkrediet wordt er gepleit voor een betere begeleiding van de kmo's op administratief vlak.

Hoe ver staat het met de prioriteit die de kmo's en zelfstandigen in uw beleidsverklaring kregen? Op welke manier zal u samenwerken met de deelgebieden, die strategische plannen invoeren? Hoeveel tijd zal de uitvoering van de vereenvoudiging tot slot in beslag nemen?

01.02 Minister Sabine Laruelle: Aangezien de regering een ambitieuzere doelstelling nastreeft dan Europa, heb ik de regering in samenwerking met Elio Di Rupo en Olivier Chastel een kmo-plan voorgesteld dat deel uitmaakt van het herstelplan.

Wat het tijdschema betreft: op voorstel van de eerste minister zullen het hervormingsplan en het kmo-plan gelijktijdig worden goedgekeurd in de loop van de zomer, als een duidelijk geheel.

De eerste krachtlijn van dat kmo-plan is de administratieve vereenvoudiging, via concrete voorstellen die tegemoetkomen aan de

des entrepreneurs, qui comprend huit classes, dix-sept catégories, vingt-six sous-catégories. Il y a sept documents dont quatre sont totalement en non-conformité avec ce principe du "*only once*". Aujourd'hui, les guichets uniques nous permettront d'avancer en ce sens.

Ce plan comprendra aussi une proposition de formulaire universel. Vous savez qu'aujourd'hui, un indépendant doit se rendre dans une caisse d'assurance sociale et à son guichet, ce qui fait deux documents différents.

L'UCM a également émis la demande d'analyser au préalable l'impact des nouvelles législations sur les très petites entreprises. Le but est de pouvoir alléger les dispositifs pour ces très petites entreprises. C'est le principe du "*think small first*".

Les charges administratives représentent plus de 6 milliards d'euros, c'est un enjeu essentiel. Par exemple, ce matin, j'étais avec le médiateur du crédit pour le dépôt de son rapport d'activité.

Le plan PME propose également des mesures concernant le financement des PME. En cas de refus d'un financement, les PME pourront en connaître les raisons. Le CeFiP développera un outil permettant aux PME et aux entrepreneurs d'analyser leur dossier de demande de crédit afin de mettre en évidence ses points faibles, ses points forts et les façons d'améliorer le système.

En outre, un travail important est fourni quant au statut social des indépendants.

Pour les secteurs, la semaine dernière, le gouvernement a approuvé un projet relatif aux agents immobiliers. La législation sera scindée: jusqu'aujourd'hui, la législation concernait les comptables fiscalistes et les agents immobiliers. Ainsi, toute modification pour une catégorie exigeait l'accord de l'autre secteur. À présent, il s'agira de deux législations distinctes pour permettre d'avancer de façon plus cohérente.

Ce plan PME est en discussion au niveau des groupes intercabineaux. Je ne pourrai vous détailler les mesures qu'après aboutissement d'un accord politique sur l'ensemble des mesures.

En ce qui concerne la collaboration avec les entités fédérées, j'apprends par votre bouche qu'elles disposent d'un plan stratégique; en effet, elles ne m'ont pas contactée pour voir comment travailler ensemble. Quand nous parlons du "*only once*", du guichet unique, il est évidemment important de travailler en coopération. D'ailleurs, un accord de coopération sur le guichet unique sera conclu avec les entités fédérées: c'est autant leur outil que le nôtre et, dès lors, autant pouvoir participer et donner leur avis.

Quant au timing, il faudra attendre le plan de réforme et l'aval politique sur les mesures à l'égard des PME avant d'entrer dans le détail.

verzuchtingen van de UCM en die een toepassing vormen van het *only once*-principe. De eenheidsloketten zullen daar een bijdrage aan leveren. In het kader van dat plan zal er ook gezorgd worden voor één formulier voor zowel de socialeverzekeringskas als het loket.

Overeenkomstig het principe "*think small first*" wilde de UCM vooraf nagaan welke gevolgen de nieuwe wetgeving heeft voor de zeer kleine ondernemingen, met het oog op een verlichting van de administratieve rompslomp. Dat vraagstuk is van cruciaal belang, want die administratieve lasten kosten meer dan zes miljard euro.

Het kmo-plan handelt ook over de financiering van kmo's. Het KefiK zal een tool ontwikkelen waarmee de sterkten en zwakten van een kredietaanvraag van een kmo of ondernemer kunnen worden geanalyseerd.

Bovendien werd er belangrijk werk verricht wat het sociaal statuut van de zelfstandigen betreft.

Onlangs keurde de regering een plan goed om de wetgeving betreffende vastgoedmakelaars en die betreffende boekhouders-fiscalisten te splitsen, opdat in geval van een wijziging het akkoord van beide sectoren niet meer nodig is. Dat plan wordt momenteel besproken in interkabinettenwerkgroepen.

U hebt mij gezegd dat de deelgebieden over een strategisch plan beschikken. Voor de invoering van het *only once*-principe en het eenheidsloket moet er zeker worden samengewerkt. Er zal overigens met de deelgebieden een samenwerkingsovereenkomst over het eenheidsloket worden gesloten.

Wat het tijdspad betreft, zal het hervormingsplan en het politiek akkoord over de op kmo's gerichte

maatregelen moeten worden ingewacht.

01.03 Isabelle Emmery (PS): Madame la ministre, je vous remercie. Je resterai particulièrement attentive aux aspects concernant les PME et la simplification administrative lorsque nous débattons du plan de relance.

01.03 Isabelle Emmery (PS): Ik zal tijdens de debatten over het herstelplan oog hebben voor alles wat kmo's en administratieve vereenvoudiging betreft.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van mevrouw Ann Vanheste aan de minister van Middenstand, Kmo's, Zelfstandigen en Landbouw over "de inkomenscompensatievergoeding" (nr. 11902)

02 Question de Mme Ann Vanheste à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "l'indemnité compensatoire de pertes de revenus" (n° 11902)

02.01 Ann Vanheste (sp.a): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, in de commissie voor het Bedrijfsleven van 6 maart lagen twee wetsvoorstellen met betrekking tot de inkomenscompensatievergoeding op tafel, waarvan een van mijzelf.

02.01 Ann Vanheste (sp.a): Dans l'attente des résultats d'une étude effectuée par le Fonds de participation, l'examen de deux propositions de loi sur l'indemnité compensatoire de pertes de revenus a été ajourné. L'étude en question est-elle terminée? Combien de commerçants ont fait valoir leur droit à l'indemnité compensatoire, en 2010 et en 2011? Combien de demandes ont été rejetées? Dans quels secteurs recourt-on surtout à cette possibilité?

Beide wetsvoorstellen werden opgeschort in afwachting van een studie van het Participatiefonds.

Ik heb de volgende vragen. Werd die studie reeds uitgevoerd? Indien ja, wat waren de resultaten? Indien neen, wanneer mogen wij deze verwachten?

Hoeveel handelaars hebben in 2010 en 2011 een beroep gedaan op deze compensatie? Hoeveel aanvragen werden in 2010 en 2011 geweigerd en om welke reden?

Welke sectoren maken voornamelijk gebruik van deze inkomenscompensatievergoeding?

02.02 Minister Sabine Laruelle: Mevrouw de voorzitter, ik heb de studie van het Participatiefonds eind maart ontvangen.

02.02 Sabine Laruelle, ministre: Il ressort de l'étude du Fonds de participation, qui m'a été communiquée fin mars, que 87 % des indépendants ne fermeraient pas leur commerce si l'indemnité compensatoire était portée à 70 euros.

Dit zijn de grote lijnen. Eerst en vooral is het belangrijk te weten hoeveel zelfstandigen bereid zijn de deuren te sluiten als de vergoeding op 70 euro per dag wordt gebracht. Het blijkt dat voor dit bedrag 87 % van de zelfstandigen zijn deuren niet zou sluiten.

Nous examinons pour le moment la suppression du délai d'attente de huit jours, la conjonction de l'enquête de recevabilité et de l'enquête de nuisance et l'extension de la première période d'indemnisation de 30 à 60 jours. Il faut évidemment tenir compte, dans ce contexte, des possibilités sur le plan budgétaire.

Wat de administratieve vereenvoudiging betreft, worden momenteel de volgende pistes onderzocht: afschaffing van de wachttijd van acht dagen, samenvoeging van het ontvankelijkheidsonderzoek met het hinderonderzoek en uitbreiding van de eerste vergoedingsperiode van dertig tot zestig dagen.

Deze pistes moeten worden onderzocht met het oog op de budgettaire impact ervan en op de middelen die beschikbaar zijn. Wij hebben het al gehad over de budgettaire problematiek.

Le problème réside dans le fait que les administrations locales

Over de problemen die er waren met de lokale overheden, meldt het Participatiefonds dat in heel wat gevallen de gemeenten het attest afleveren na de door de wet bepaalde periode van zeven dagen. De zelfstandige kan daardoor zijn formulier pas te laat indienen, ook al

aanvaardt het Participatiefonds de aanvraag, indien de zelfstandige aantoonbaar dat hij zijn aanvraag binnen de vastgelegde termijnen heeft ingediend.

In antwoord op uw tweede vraag over het aantal dossierschijven voor 2010 en 2011 die een vergoeding hebben gekregen, kan ik u de volgende cijfers mededelen. Voor 2010 gaat het om 1 158 betaalde dossierschijven. In 2011 gaat het om 1 289 betaalde dossierschijven.

In antwoord op uw derde vraag over de geweigerde dossiers kan ik u de volgende cijfers meegeven. In 2010 gaat het om 123 dossiers en in 2011 om 157 dossiers.

De redenen voor niet-ontvankelijkheid of voor weigering van de dossiers zijn voornamelijk de volgende: hinderattest dat ontbreekt of onvolledig is; verkeerde informatie of informatie van de gemeentebesturen die de zelfstandigen laattijdig bereikt; niet-naleving van de termijn van zeven dagen tussen het versturen van de aanvraag en de sluiting van de inrichting; sluiting van minder dan zeven kalenderdagen; aanvraag met terugwerkende kracht; andere inkomsten en/of meerdere uitbatingsadressen; geen sluiting van de inrichting; de aanvrager heeft niet het zelfstandigenstatuut in hoofdberoep; geen antwoord binnen de wettelijke termijn op de vraag naar bijkomende inlichtingen.

In antwoord op uw laatste vraag over de tien meest voorkomende activiteitssectoren die sinds oktober 2008 een aanvraag tot vergoeding hebben ingediend, kan ik u de hiernavolgende gegevens mededelen: ten eerste, groot- en kleinhandel, herstelling van auto's en motorfietsen; ten tweede, hotels en restaurants, dus de horeca; ten derde, de verwerkende industrie; ten vierde, andere dienstenactiviteiten; ten vijfde, administratieve en ondersteunende activiteiten; de bouw, gespecialiseerde wetenschappen en technische activiteiten; informatica en communicatieactiviteiten van extraterritoriale organisaties en, ten slotte, de gezondheidszorg en de sociale dienstverlening.

02.03 Ann Vanheste (sp.a): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, er is dus een hele waslijst van personen die voor de steun in aanmerking komen.

Ik hoor dat het probleem dikwijls is dat de gemeenten te laat de aanvragen indienen of het papierwerk te laat doen. Kunnen er geen sancties voor een dergelijke houding komen? Het is immers niet de schuld van de kleine ondernemer dat hij of zij naast de vergoeding grijpt.

02.04 Minister Sabine Laruelle: Mevrouw de voorzitter, de suggestie van mevrouw Vanheste is een goed idee. Zulks kan misschien meer geld genereren, om een betere vergoeding aan de zelfstandigen te geven. Ik denk echter dat het op juridisch vlak niet mogelijk is, omdat wij geen voogdij over de gemeenten hebben. Wij zullen de piste niettemin analyseren. Het is een heel goed idee. Ik zal aan de diensten van de FOD Economie dan ook vragen of het al dan niet mogelijk is.

Het probleem is dat wij dit voor sommigen niet weten. Er zijn geen aanvragen van de zelfstandigen omdat zij geen informatie hebben

délivrent parfois l'attestation après le délai de sept jours prescrit par la loi.

En 2010, 1 158 indemnités ont été payées; 1 289 en 2011. En 2010, 123 dossiers ont été refusés; 157 en 2011. Le refus était notamment dicté par l'absence des attestations de nuisance ou par des attestations incomplètes, par des informations erronées ou des informations transmises tardivement aux travailleurs indépendants, le non-respect du délai de sept jours ou une fermeture d'une durée inférieure aux sept jours calendrier.

Depuis 2008, les demandes d'indemnité compensatoire de perte de revenus émanent le plus souvent des secteurs suivants: les réparateurs automobiles et de motos, l'horeca, l'industrie de transformation, d'autres activités tertiaires, le secteur des activités administratives et d'appui, la construction, les sciences spécialisées et les activités techniques, l'informatique et les activités de communication d'organisations extraterritoriales, les soins de santé et les services sociaux.

02.03 Ann Vanheste (sp.a): Est-il envisageable de sanctionner les administrations locales qui ne traitent pas les demandes dans les délais prescrits?

02.04 Sabine Laruelle, ministre: Voilà une bonne idée. Nous pourrions ainsi augmenter les moyens disponibles pour l'octroi d'indemnités compensatoires. Le fédéral n'exerce malheureusement aucune tutelle sur les communes, mais je demanderai en tout cas une analyse de la proposition.

gekregen via de gemeenten. Het is niet zo gemakkelijk, maar wij zullen een analyse maken. Dat is een heel goede tip.

02.05 **Ann Vanheste** (sp.a): Mevrouw de minister, wij weten dit inderdaad niet, maar ik meen dat wij aan de hand van de aanvragen de datum kunnen controleren, zodat het misschien wel te achterhalen valt.

Ik dank u alvast voor uw antwoord.

02.06 Minister **Sabine Laruelle**: Wij zullen (...)

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 11409 van mevrouw Galant wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

*Voorzitter: Ann Vanheste.
Présidente: Ann Vanheste.*

03 **Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de minister van Middenstand, Kmo's, Zelfstandigen en Landbouw over "de schorsing van de uitbetaling van sociale uitkeringen tijdens de periode dat de zelfstandige gerechtigde in de gevangenis verblijft" (nr. 11338)**

03 **Question de Mme Nadia Sminate à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "la suspension du paiement des allocations sociales pendant la période d'incarcération de l'ayant droit indépendant" (n° 11338)**

03.01 **Nadia Sminate** (N-VA): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, wanneer een gerechtigde een uitkering krijgt, ongeacht of het een werkloosheidsuitkering, een leefloon of een ziekte-uitkering is, en in een situatie van vrijheidsberoving terechtkomt, wordt die uitkering dikwijls geschorst of gedeeltelijk geschorst. Dat geldt ook voor zelfstandige gerechtigden.

Beschikt u over cijfermateriaal met betrekking tot het aantal zelfstandigen dat zich in deze situatie bevindt of in het verleden bevond? Ik heb die cijfers uiteraard niet nodig, dit is trouwens een mondelinge vraag, maar worden dergelijke gegevens bijgehouden?

Worden volgens u die uitkeringen terecht geschorst? Ik heb het meer bepaald over de ziekte-uitkeringen van zelfstandigen. Die worden namelijk slechts gedeeltelijk geschorst. Wanneer die zelfstandige daarentegen bijvoorbeeld werkloos is of zelfs nog aan het werken is en in de gevangenis terechtkomt, wordt de uitkering of het loon volledig geschorst. Bij ziekte-uitkeringen is dat niet het geval en wordt het slechts gedeeltelijk of zelfs niet geschorst. Daarover had ik heel graag uw mening gekend. Zou het niet aangewezen zijn om dat gelijk te trekken?

03.02 Minister **Sabine Laruelle**: Mevrouw de voorzitter, er bestaat geen systematische communicatie tussen de FOD Justitie, het directoraat-generaal Penitentiare Inrichtingen, en het RSVZ met het oog op een eventuele opschorting van sociale uitkeringen ten voordele van zelfstandigen die hetzij in voorlopige hechtenis zijn genomen, hetzij gedetineerd zijn en dus van hun vrijheid zijn beroofd. Tot op heden bestaat hierover geen uitwisseling van gegevens tussen de FOD Justitie en de Kruispuntbank van de Sociale zekerheid.

03.01 **Nadia Sminate** (N-VA): Souvent, les prestations perçues par un allocataire sont suspendues lorsque celui-ci est privé de sa liberté. Cette même règle est appliquée aux travailleurs indépendants. Combien de travailleurs indépendants sont concernés par cette mesure? Des statistiques existent-elles à ce sujet?

La ministre trouve-t-elle justifié que les indemnités de maladie des travailleurs indépendants ne soient que partiellement, voire pas du tout suspendues, alors que les salaires et les allocations de chômage perçus par les travailleurs salariés font systématiquement l'objet d'une suspension complète. Ne conviendrait-il pas d'harmoniser les régimes?

03.02 **Sabine Laruelle**, ministre: Il n'existe aucune statistique à ce sujet.

Dans la majorité des cas, le travailleur indépendant détenu conserve ses droits aux allocations familiales, mais les

De gedetineerde zelfstandige die van zijn vrijheid is beroofd, is rechthebbende op kinderbijslag indien hij de hoedanigheid van rechthebbende heeft gehad gedurende ten minste twee van de vier kalenderkwartalen die voorafgaan aan het kwartaal waarin hij van zijn vrijheid werd beroofd.

De toekenning en de uitbetaling van de kinderbijslag gebeuren door het RSVZ, volgens artikel 6bis van het koninklijk besluit van 8 april 1976.

Het bedrag van de uitkering is beperkt tot de gewone kinderbijslag die voor een niet-gepensioneerde zelfstandige wordt uitbetaald. Wanneer een verhoogd bedrag aan kinderbijslag zou moeten worden uitgekeerd, kan de beperking tot een gewoon bedrag als een soort van gedeeltelijke opschorting van uitbetaling van de kinderbijslag worden beschouwd.

De huidige reglementering bepaalt dat het rustpensioen, het overlevingspensioen en het pensioen van uit de echt gescheiden echtgenoten geschorst wordt na een ononderbroken periode van twaalf maanden gevangenschap, volgens artikel 147 van hetzelfde koninklijk besluit.

In overleg met mijn collega, de minister van Pensioenen, zal ik onderzoeken of er geen onderscheid gemaakt moet worden tussen de voorlopige hechtenis en de gevangenschap na de strafbepaling, evenals de overweging maken van het hanteren van een aanneembare termijn inzake de opschorting van het rustpensioen, teneinde misbruiken te voorkomen.

De uitbetaling van de ziekte- en invaliditeitsuitkeringen, zowel gezondheidszorg- als arbeidsongeschiktheidsuitkeringen, behoort tot de bevoegdheid van mijn collega, de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid.

In 2011 werd in vier dossiers kinderbijslag aan gedetineerden uitbetaald voor een bedrag van net geen 9 000 euro, namelijk 8 989,55 euro.

Het RSVZ beschikt niet over statistieken aangaande het aantal pensioengerechtigden voor wie de uitbetaling van het pensioen wordt opgeschort tijdens een periode van gevangenschap. Het RSVZ wordt slechts met die problematiek geconfronteerd op het moment dat de toekomstige gepensioneerde al in hechtenis is genomen tijdens het onderzoek van zijn pensioenrechten. Het RSVZ dient zich op dat ogenblik uit te spreken over de eerste uitbetaling van het pensioen.

Zodra het pensioen wordt uitbetaald, is de Rijksdienst voor Pensioenen bevoegd voor de uitbetaling van de pensioenen van de zelfstandigen, en behandelt hij deze problematiek van gepensioneerden in hechtenis gedurende minder of meer dan twaalf opeenvolgende maanden.

03.03 Nadia Sminate (N-VA): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik vind het vreemd dat er geen automatische signalisatie bestaat tussen de FOD Justitie en het RSVZ.

allocations familiales majorées sont suspendues.

La pension de retraite, la pension de survie et la pension des ex-conjoints divorcés sont suspendues après une période de détention ininterrompue de douze mois.

En concertation avec le ministre des Pensions, j'examinerai s'il ne convient pas d'établir une distinction entre la détention préventive et la peine d'emprisonnement après condamnation, et si le délai de suspension de la pension de retraite ne doit pas être adapté pour empêcher les abus.

Le versement des indemnités maladie et invalidité ressortit à la compétence de la ministre des Affaires sociales.

En 2011, des allocations familiales ont été versées à des détenus dans le cadre de quatre dossiers à concurrence d'un montant de près de 9 000 euros.

L'INASTI ne dispose pas de statistiques sur le nombre de bénéficiaires d'une pension dont cette dernière a été suspendue pendant la détention.

03.03 Nadia Sminate (N-VA): Que ces données ne soient pas automatiquement conservées ne manque pas de m'étonner.

03.04 Minister **Sabine Laruelle**: Er moet een link komen tussen beide, voor de uitwisseling van informatie. Ik ben het daar helemaal mee eens.

03.04 **Sabine Laruelle**, ministre: Je suis d'accord avec vous. Il n'existe en la matière aucune forme de communication entre le SPF Justice et l'INASTI et cela doit changer.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 14.40 uur.

La réunion publique de commission est levée à 14.40 heures.